

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 28/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL YVES PORTAL**

Les 4 Routes  
63940 Marsac-en-Livradois

Références : 20251022-RAP-63-1036-Insp-Portal-MarsacEnLivradois  
Code AIOT : 0100302018

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement SARL YVES PORTAL implanté Les 4 Routes 63940 Marsac-en-Livradois. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL YVES PORTAL
- Les 4 Routes 63940 Marsac-en-Livradois
- Code AIOT : 0100302018
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plate-forme de traitement des matériaux exploitée sur la commune de Marsac-en-Livradois par l'entreprise Yves PORTAL, reçoit les granulats de la carrière de Chaumont-le-Bourg afin de les laver

pour un usage béton. L'installation est équipée d'un crible de lavage électrique.

L'installation relève du régime de la déclaration pour les rubriques 2515 (criblage) et 2517 (station de transit).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                       | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Eau               | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 5.1 | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |
| 4  | Bruit             | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 8.4 | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|-------------------------|-----------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Installation Électrique | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.6 | Sans objet        |
| 3  | Eau                     | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 5.9 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation de traitement des matériaux est principalement équipée d'un crible électrique, ce qui réduit considérablement les émissions sonores par rapport à un crible thermique. Cependant, les mesures de bruit doivent être réalisées tous les 3 ans aussi bien pour la rubrique 2515 que la 2517. Bien que l'exploitant déclare ne pas avoir fait usage de l'installation de prélèvement d'eau dans le milieu naturel depuis 18 mois, celle-ci doit être équipée d'un dispositif totalisateur des volumes prélevés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Installation Électrique

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'installation électrique est vérifiée annuellement et est conforme.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 2 : Eau**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 5.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Prélèvement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m <sup>3</sup> /j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.<br>Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Constats :</b><br><br>Le site dispose d'une autorisation de prélèvement d'eau souterraine, en date du 7 août 2017. Cette installation n'est pas munie d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. L'exploitant déclare ne pas avoir prélevé d'eau dans le milieu depuis au moins 18 mois. L'installation de lavage des matériaux fonctionne en circuit fermé et en été, donc en période sèche, cette installation est à l'arrêt. Les eaux météoriques sont suffisantes pour maintenir le volume d'eau nécessaire au fonctionnement de l'installation de lavage des granulats.<br>Un dispositif de mesure totalisateur du prélèvement d'eau sera installé, avec un relevé toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m <sup>3</sup> /j sinon mensuel. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 3 : Eau**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 5.9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle des rejets d'eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : <ul style="list-style-type: none"><li>• pH (NFT 90-008) : 5,5 - 9,5,</li><li>• matières en suspension (NFT 90-105) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà.</li></ul> Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 doit être effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.<br>En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.<br>Une mesure du débit est également réalisée, ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m <sup>3</sup> /j. |

**Constats :**

Les mesures de rejets ne sont pas disponibles.

Les bassins de décantation des eaux de process disposent d'une sur-verse, jusqu'à ce jour l'exploitant déclare que le remplissage des bassins n'a jamais permis d'atteindre la sur-verse, de ce fait il n'y a pas eu de rejet dans le milieu et pas d'analyse. L'inspection a pu constater la présence du matériel de prélèvement d'eau sur le site au cas où la sur-verse deviendrait active.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 8.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

**Constats :**

L'installation de lavage des granulats dispose d'un crible électrique.

Les mesures de bruits ne sont pas disponibles.

Une campagne de mesures des niveaux sonores sera réalisée en période d'activité représentative du fonctionnement de la plate-forme avec notamment lavage des matériaux, sur une durée d'une demi-heure au moins.

Les résultats seront transmis à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois